



**BULLETIN BIMESTRIEL SUR LA  
VEILLE INFORMATIVE ET  
D'ALERTE SUR LES CONDITIONS  
DES MENAGES PASTORAUX ET  
AGRO-PASTORAUX**



**Septembre 2022**

Le système de veille pastorale mis en place par le Réseau Billital Maroobe et Action Contre la Faim, avec l'appui des partenaires techniques et financiers (voir les logos sur la dernière page) pour mesurer les impacts économiques de la COVID-19 sur les populations pastorales, s'appuie sur l'optimisation des dispositifs existants (veille informative, alerte et prévention des conflits, comptage et cartographie des mouvements de transhumance) qui ont été établis par les organisations pastorales et leurs partenaires en s'appuyant sur un réseau d'informateurs clefs. Les différents systèmes d'information permettent de fournir périodiquement : (i) des alertes en cas de catastrophes, de conflits ou de menaces ; (ii) des informations sur la situation des ménages pastoraux, le fonctionnement des marchés et l'appui reçu par le secteur pastoral ; (iii) une cartographie des éleveurs et animaux bloqués actuellement dans les pays du Sud de la région de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire) en raison de mesures sanitaires et politiques dans le contexte de la pandémie du coronavirus ; (iv) l'identification des points de regroupement des animaux transhumants actuellement utilisés et qui résultent des restrictions de mobilité liées, au moins pour partie, à la pandémie ; et (v) une cartographie des mouvements des éleveurs le long du couloir central de transhumance, afin de mieux comprendre la dynamique et les caractéristiques des mouvements de transhumance internes (nationaux) et transfrontaliers.

Les informations collectées sont visualisables à travers plusieurs plateformes d'analyse d'accès public. Lien vers les Dash Board : [Dashboard Alertes](#) [Dashboard Veille pastorale](#) [DTM](#)

## ZONE DE COUVERTURE DES SYSTÈMES DE VEILLE

Elle regroupe les zones d'intervention de RBM et ACF. Ces zones sont des sous-espaces pastoraux dans 9 pays : Mali (TASSAGHT), Niger (AREN, GAJEL), Burkina Faso (CRUS, RECOPA), Sénégal (ADENA), Mauritanie (GNAP), Togo (PAEP-Togo), Bénin (ANOPER), Nigeria (BILPAN), Côte d'Ivoire (OPEF) avec l'appui des services techniques décentralisés du Mali, du Niger et du Burkina-Faso.

## ALERTES: FAITS SAILLANTS

- Fin de la soudure pastorale avec l'installation de la saison des pluies qui a favorisé la régénération des pâturages.
- L'état d'embonpoint des animaux est passable à bon. Le retour des transhumants dans leurs terroirs d'attache est achevé, mais certains d'entre eux restent encore bloqués dans les zones situées aux frontières Niger-Nigeria, Niger-Mali, Niger-Burkina Faso, en raison principalement de l'insécurité. La forte concentration des animaux dans ces zones entraînent un surpâturage.
- La frontière Mauritanie-Mali, le Nord du Mali frontalière avec le Niger, le Nord et l'Est du Burkina Faso, l'Ouest et l'Est du Niger, les parties Nord du Nigeria, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Togo, ainsi que le bassin du lac Tchad connaissent une situation d'insécurité inquiétante caractérisée par la multiplication de la violence à l'encontre des civils, l'amplification du phénomène de vol de bétail qui entraînent et troupeaux favorisant des déplacements forcés de populations.
- Aucun foyer d'épizootie important n'est signalé.
- L'approvisionnement des marchés est impacté par les entraves à la mobilité, ainsi que la guerre en Ukraine qui s'accompagne d'une hausse importante du prix des céréales et de l'aliment du bétail. Dans un tel contexte, les termes de l'échange sont défavorables aux éleveurs.
- Alors que la soudure pastorale a pris fin, en revanche la soudure alimentaire se poursuit.
- La pandémie liée à la COVID-19 semble être bien contrôlée partout et elle n'engendre aucun impact marqué sur l'économie.

## Face au blocage des transhumants, le SOS du Réseau Billital Marobé L'appel à l'action des Organisations pastorales

L'étau se resserre sur les éleveurs et leurs animaux dans les zones d'affluence et de concentration des troupeaux qui ont convergé vers des zones urbaines, périurbaines et des sous-espaces transfrontaliers stratégiques bénéficiant d'un niveau de sécurité relativement satisfaisant

Quels sont les facteurs à l'origine de la situation de blocage des éleveurs transhumants et de leurs animaux ?

La situation de blocage des troupeaux transhumants révèle une forte restriction de la mobilité du bétail qui ne peut pas accéder à ses espaces habituels de repli. Pour l'essentiel, les facteurs qui entravent les déplacements des animaux sont les suivants :

- ☛ Difficulté à contourner des espaces qui sont occupés ou contrôlés par des groupes armés pour atteindre les zones de destination des transhumants ;
- ☛ Respect des consignes interdisant l'entrée du bétail dans des « zones d'intérêt militaire » qui ont été créées par les pouvoirs publics principalement dans les territoires pastoraux et agropastoraux ;
- ☛ Fermeture temporaire des frontières de certains pays d'accueil des transhumants transfrontaliers, par suite de l'application des mesures publiques de lutte contre la propagation de la COVID-19 ;
- ☛ Cantonnement des troupeaux pour éviter d'empiéter sur les cultures dont le calendrier est, de plus en plus, perturbé par les effets des changements climatiques (prolongation de la saison pluvieuse jusqu'en fin septembre).
- ☛ La concentration des troupeaux des PDI chassés par les groupes armés radicaux de leurs zones traditionnelles.

Quelles réponses appropriées souhaitées ?

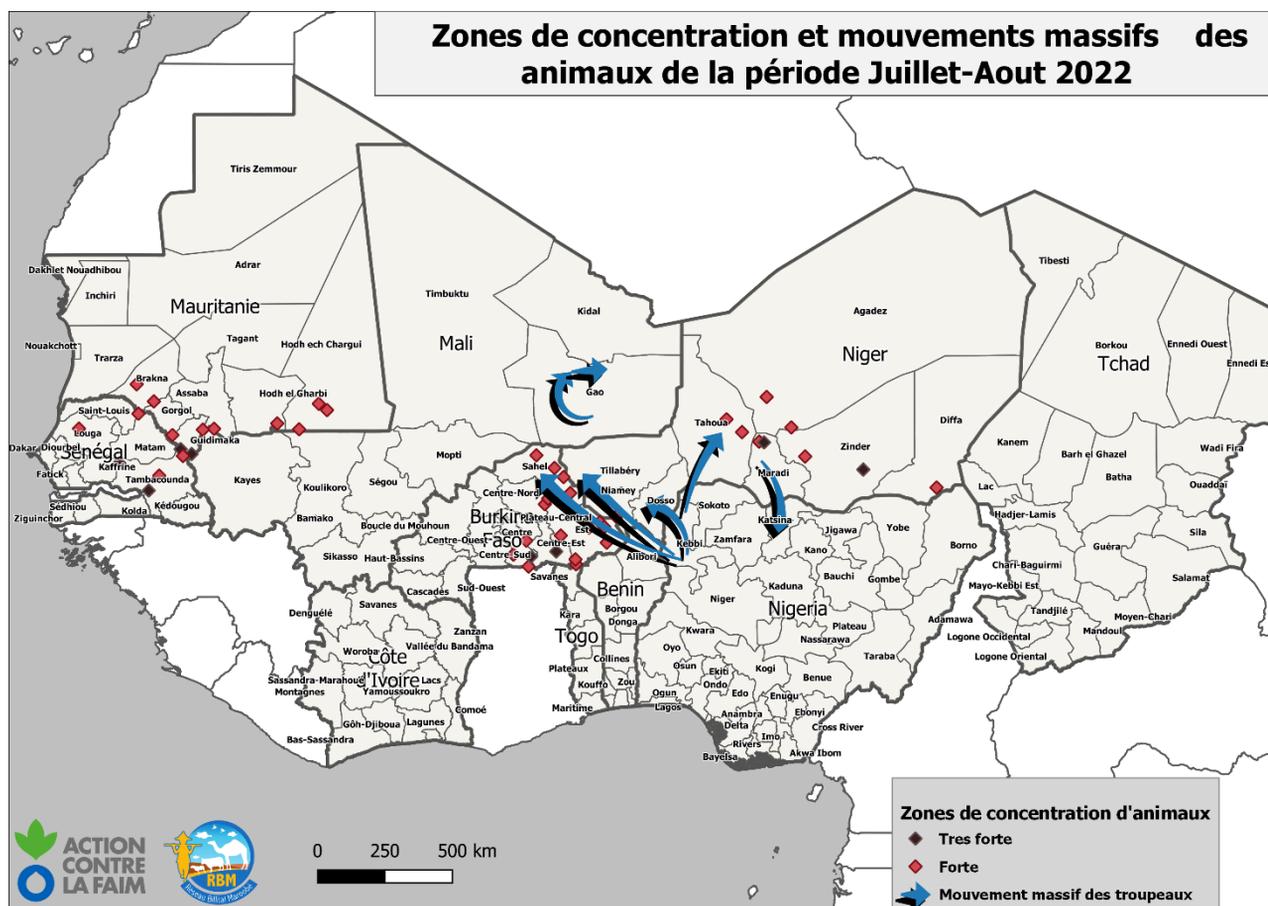
Les plans d'actions des dispositifs institutionnels de gestion de la transhumance qui sont en cours de finalisation prennent en compte, de manière satisfaisante, les besoins structurants à moyen et long termes. Toutefois, ces instruments accordent un intérêt limité à la prise en charge des besoins d'urgence qui revêtent une grande vacuité dans les zones d'accueil des transhumants bloqués. Il s'y ajoute que ces zones risquent d'accueillir un afflux de nouveaux éleveurs transhumants, en lien avec la configuration de la présente campagne agricole et pastorale d'une part, et la trajectoire que pourrait suivre l'insécurité d'autre part.

Conscients des risques que pourrait entraîner la détérioration de la situation dans les zones d'accueil des transhumants bloqués (incidences négatives sur la résilience des communautés concernées et la cohésion sociale), le RBM et ses organisations membres lancent un vibrant appel en faveur de la mobilisation d'une assistance alimentaire au profit des éleveurs bloqués et de leurs animaux.

Alertes Prévention	Nombre d'éleveurs	Nombre d'animaux	Pays de départ	Région de départ	Localité de départ	Pays de destination	Région destination	Localité destination
Mouvement massif	11	584	Niger	Maradi	Dakoro	Nigeria	Katsina	Dutsi
	32	1850	Nigeria	Kebbi	Dalijan	Niger	Dosso	Birnin'Gaouré
	48	2940			Suru			Junju
	28	2900			Kamba			Birnin'Gaouré
	18	1260			Augie			Konni
	52	1950			Dakin gari		Tahoua	Abala
	43	1625			Kamba			Makéra
	39	4300			Geza			Tillabéry
	32	2900						Kangiwa
	9	400	Mali	Gao	Haroum	Mali	Gao	Kaygouroutane

Type d'incidents / alertes	Pays	Région	Province	Commune	Village	Date/période	Bilan de l'incident
Conflit agropastoral	Niger	Tillabéry	Makalondi	Makalondi	Nambiti	07/07/2022	Un conflit a éclaté entre un agriculteur et deux éleveurs. L'agriculteur a tué des vaches appartenant aux éleveurs.

### Zones de concentration et mouvements massifs des animaux de la période Juillet-Aout 2022



La disponibilité en aliment du bétail est restée inchangée à l'échelle régionale entre les périodes de mai-juin et juillet-août 2022, avec cependant des disparités selon les pays.

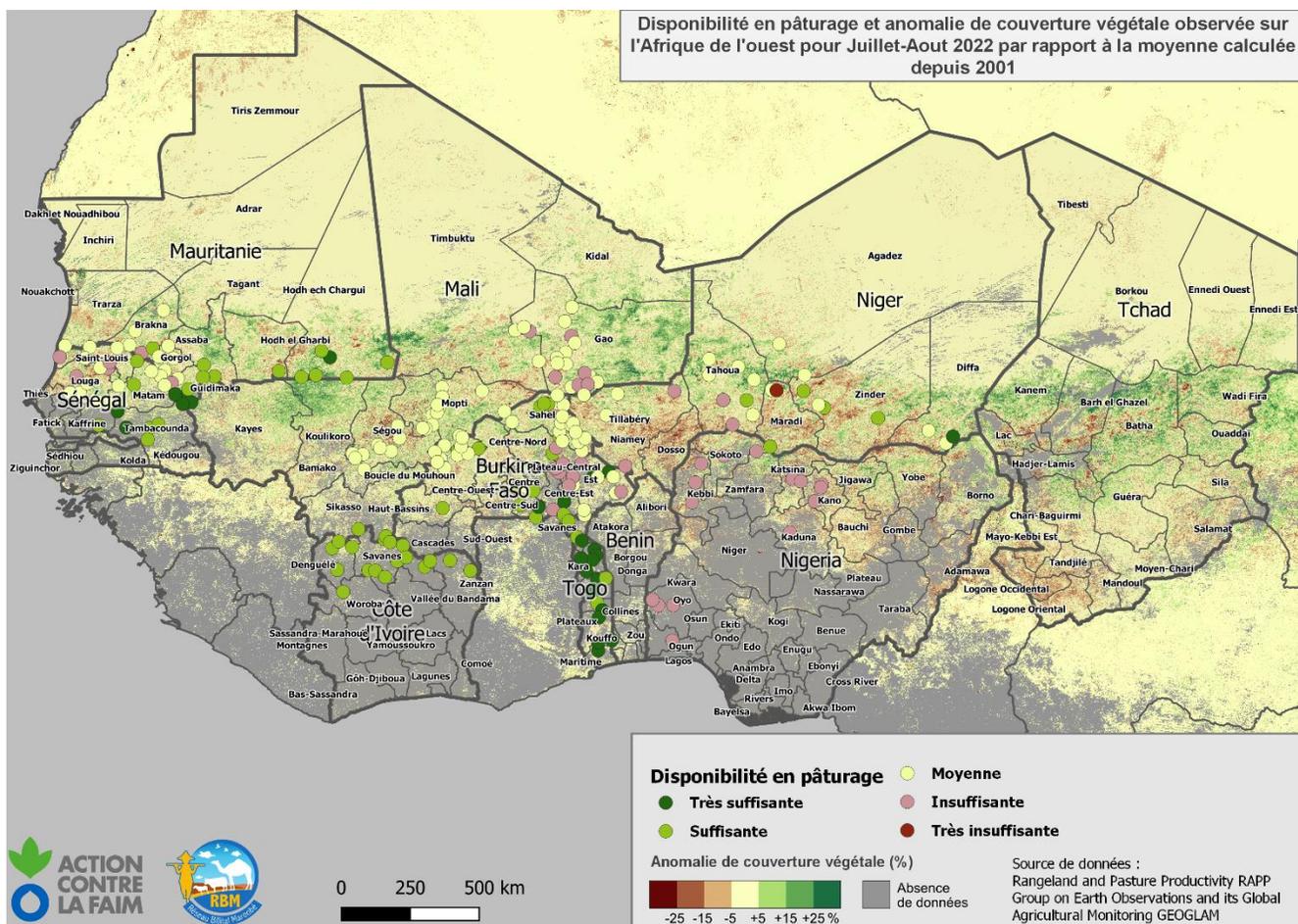
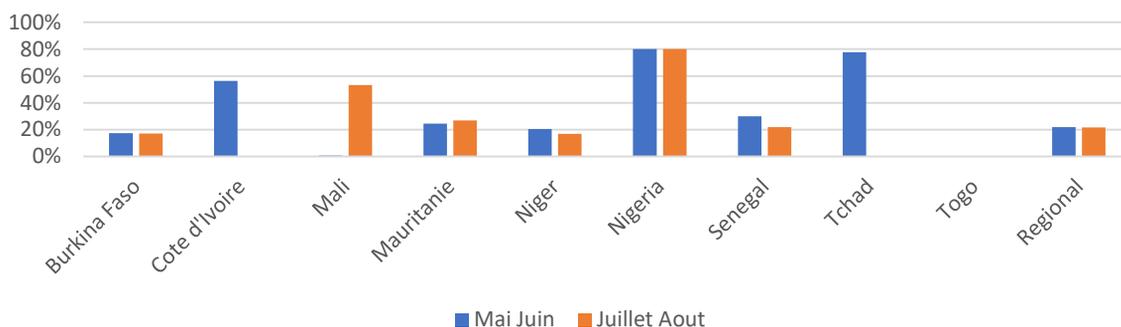
Dans les pays sahéliens, comme le Mali, la pénurie en aliment du bétail a connu une hausse considérable selon les relais. Elle est passée de 1% en mai-juin à 53% en juillet-août.

Au Burkina Faso, l'aliment du bétail est resté disponible aussi bien en mai-juin qu'en juillet-août, selon 17% des relais. En revanche, le Niger a enregistré une baisse de la pénurie en aliment du bétail entre les deux périodes (20% à 17%).

Dans les pays côtiers, particulièrement en Côte d'Ivoire, entre mai-juin et juillet-août, la proportion des relais qui signalent la pénurie de l'aliment du bétail est passée de 56% à 0%. Au Sénégal, elle est passée de 30% à 22%.

Au Togo, aussi bien en mai-juin qu'en juillet-août, aucune pénurie d'aliment du bétail n'a été signalée.

Pénurie Aliment bétail de mai-juin et juillet-août 2022



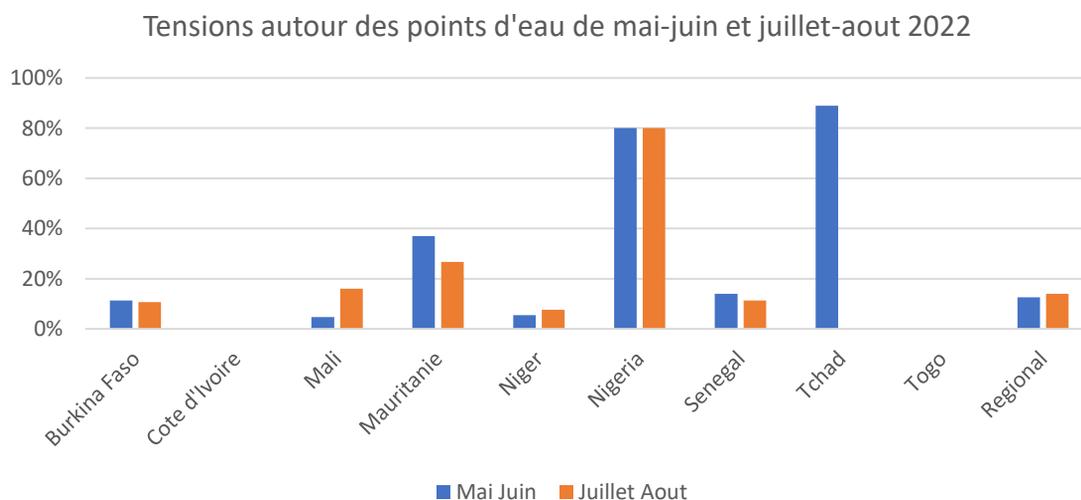
## Tensions autour des points d'eau

Les tensions autour des points d'eau restent relativement faibles à l'échelle régionale et quasiment maintenues au même niveau (13% en mai-juin et 14% en juillet-août).

Au niveau des pays sahéliens, malgré l'installation de la saison des pluies, les tensions liées à l'accès à l'eau d'abreuvement ont augmenté. La proportion de relais qui signalent cet état de fait est passée de 5% en mai-juin à 16% en juillet-août au Mali. Au Niger, le taux est passé de 6% à 8%.

C'est la situation inverse que l'on constate en Mauritanie (baisse du taux de 37% à 27%) et au Sénégal (14% à 11%).

Dans les pays côtiers, en l'occurrence en Côte d'Ivoire et au Togo, les tensions sont inexistantes selon les relais (0%).



## Ouverture des marchés et perturbation des activités économiques

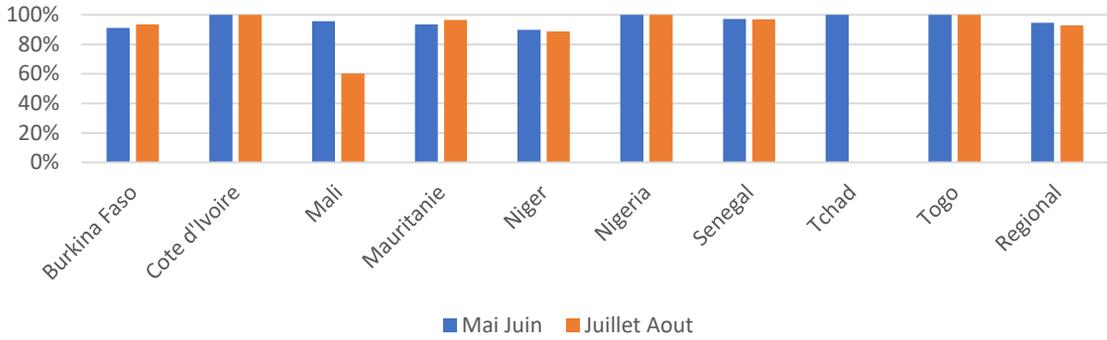
A l'échelle régionale, les marchés sont restés ouverts selon 93% des relais en juillet-août. Ce taux est en baisse de 2% par rapport à la précédente.

Dans les pays côtiers, notamment en Côte d'Ivoire, au Nigeria et au Togo, la totalité des relais ont soutenu que les marchés sont restés ouverts au cours des deux périodes.

Dans certains pays sahéliens, comme le Mali, une baisse considérable est observée en ce qui concerne l'ouverture des marchés qui s'explique par la recrudescence des affrontements entre les groupes djihadistes. Ainsi, 96% des marchés étaient ouverts au cours la période de mai-juin, contre 60% en juillet-août, soit un différentiel de 36%. La faible accessibilité des populations aux marchés a entraîné à une diminution des ventes qui ont chuté de 74% à 49% entre les deux périodes. Cela a fortement fragilisé les moyens de subsistance des ménages de pasteurs et d'agropasteurs.

En Mauritanie, l'ouverture des marchés est en légère hausse (94% à 97%).

## Tendances ouvertures des marchés mai-juin et juillet-aout 2022



## État d'embonpoint des animaux

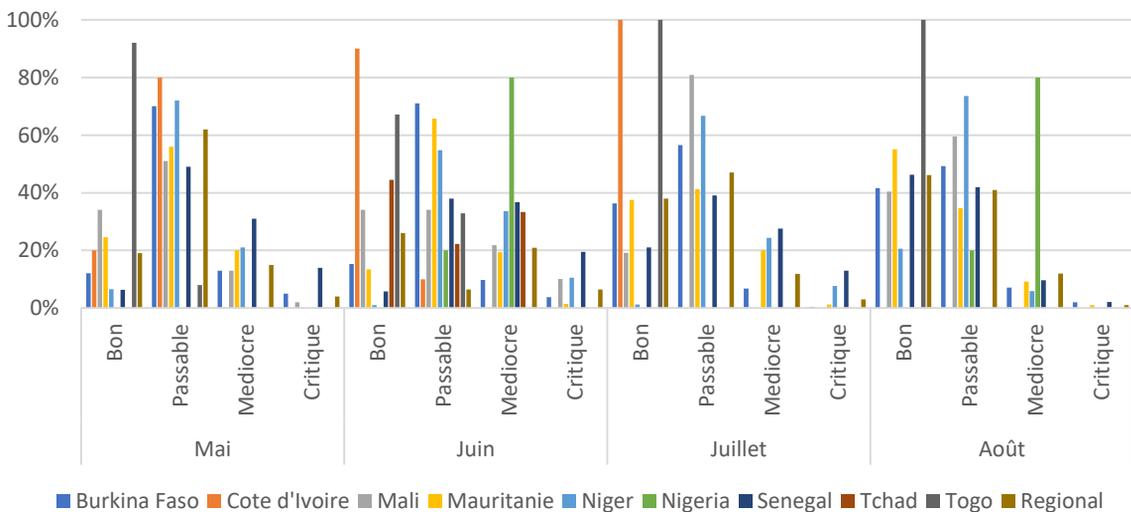
**A** l'échelle régionale, grâce à l'augmentation de la disponibilité des ressources pastorales (fourrage et eau), l'embonpoint des animaux s'est amélioré entre la période de mai-juin et celle de juillet-août, en passant de passable à bon, selon 46% des relais en juillet-août.

Au niveau des pays sahéliens, une amélioration progressive est observée entre mai-juin et juillet-août au Burkina Faso (12% à 42%), et dans une moindre mesure au Mali (36% à 40%).

Au Niger, l'embonpoint du bétail est resté passable au cours des deux périodes. Toutefois, on relève une hausse de la proportion de relais soulignant un bon état d'embonpoint de juin à août (7% à 21%).

En Mauritanie, l'état d'embonpoint des animaux s'est amélioré entre mai-juin et juillet-août, selon les relais (25% à 55%).

## Etat d'embonpoint des animaux de mai-juin et juillet-aout 2022



A l'échelle régionale, le prix des ovins, habituellement élevé à l'approche de la fête de la « Tabaski », est resté pratiquement au même niveau entre la période de mai-juin et celle de juillet-août. Cela s'explique par le fait que la détérioration de la situation sécuritaire dans une grande partie de la sous-région a contraint les éleveurs à vendre leurs animaux à des prix relativement faibles. En revanche, le prix de vente des caprins a légèrement augmenté de 2%.

A la faveur de la fête de la « Tabaski », les pays sahéliens ont enregistré une légère augmentation des prix des ovins, sauf au Mali où les prix ont diminué de 10% ; ce qui a accentué la tendance baissière entamée au cours de la période précédente (-6%). Cette baisse persistante du prix des petits ruminants enregistrée au Mali est liée à l'embrassement de l'insécurité qui entraîne un déplacement massif des populations rurales contraintes de vendre à bas prix leurs animaux pour survivre ou pour éviter qu'ils ne soient razzés par les groupes armés non étatiques.

En Côte d'Ivoire, une forte augmentation des prix des ovins (22%) et des caprins (10%) a été observée en juillet-août, à cause des difficultés d'approvisionnement du marché en petits ruminants, à la veille de la célébration de la fête de la « Tabaski ». Habituellement, lors des grandes cérémonies religieuses, le marché ivoirien est approvisionné par des animaux provenant de la Mauritanie et du Mali. Cette année, ce circuit est fortement perturbé par la fermeture des frontières du Mali.

PRIX CAPRIN					
PAYS	Mai Juin	Juillet Aout	Delta		
Burkina Faso	32 958	32 320	- 638		-1%
Cote d'Ivoire	27 711	33 775	6 064		10%
Mali	26 372	23 223	- 3 149		-6%
Niger	22 874	23 893	1 018		2%
Senegal	32 765	34 394	1 629		2%
Togo	43 860	40 789	- 3 070		-4%
Regional	30 695	31 957	1 263		2%

PRIX Ovin					
PAYS	Mars Avr	Juillet Aout	Delta		
Burkina Faso	52 422	56 579	4 157		4%
Cote d'Ivoire	71 157	111 500	40 343		22%
Mali	58 100	47 394	- 10 706		-10%
Niger	61 231	65 109	3 878		3%
Senegal	75 318	78 846	3 528		2%
Togo	108 904	84 868	- 24 035		-12%
Regional	64 687	66 281	1 594		1%

## Évolution des prix des céréales

A l'échelle régionale, la soudure alimentaire et les impacts de la guerre en Ukraine sur le marché international des céréales ont entraîné une flambée des prix des denrées alimentaires. En moyenne, le prix du kilogramme de riz est passé de 463 à 496 F CFA entre mai-juin et juillet-août, celui de sorgho de 305 à 320 F CFA et celui de maïs de 283 à 297 F CFA. C'est seulement le cours du mil qui a connu une légère diminution, en passant de 381 à 375 F CFA.

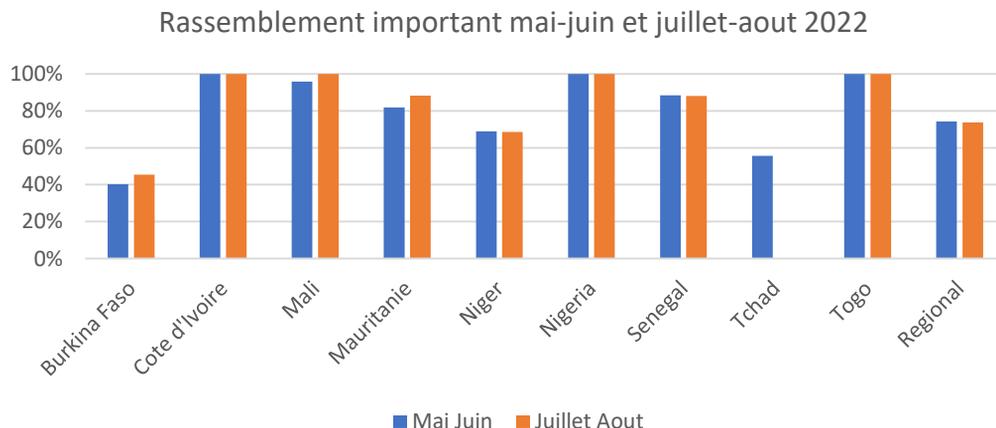
Les prix les plus élevés sont enregistrés au Burkina Faso. En effet, le prix du kilogramme de riz est passé de 537 à 653 F CFA (+10%), celui du mil de 400 à 446 F CFA (+5%), celui du sorgho de 370 à 433 F CFA (+8%) et celui du maïs de 335 à 384 F CFA (+7%). En termes d'inflation, la Côte d'Ivoire occupe le deuxième rang : le prix du kilogramme de riz est passé de 447 à 461 F CFA (soit une hausse de 7%, comparativement à la période précédente) et celui de maïs de 259 à 287 F CFA (soit une hausse de 5%).

Les termes de l'échange bétail/céréales restent en défaveur des éleveurs, la vente d'un caprin ne permettant pas d'acquérir un sac de 100 kg de mil.

## Rassemblements importants

A l'échelle régionale, des rassemblements importants de personnes sont signalés par 74% des relais aussi bien en mai-juin qu'en juillet-août.

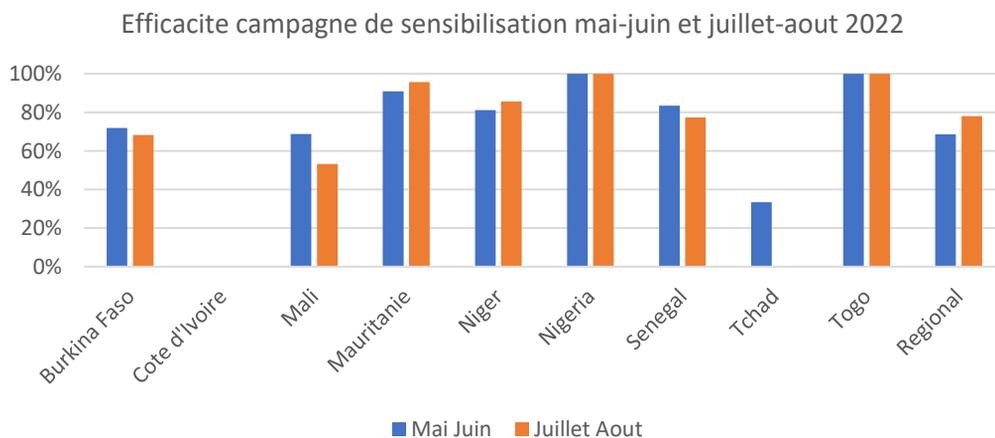
Dans les pays côtiers, notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo, tous les relais soulignent la tenue régulière de rassemblements dans leurs zones respectives.



Dans l'ensemble des pays, les campagnes de sensibilisation sont efficaces en juillet août, de l'avis de 78% des relais. Cette proportion est en hausse de 9% par rapport à la période précédente.

Dans certains pays côtiers comme le Togo et le Nigeria, 100% des relais indiquent que les campagnes sont efficaces.

En ce qui concerne les pays sahéliens, on constate une baisse de l'efficacité des campagnes anti-COVID au Burkina Faso (-5%) et au Mali (-16%) entre les deux périodes. Cela pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs, en l'occurrence la baisse du nombre des cas positifs enregistrés, l'instabilité institutionnelle que connaissent ces pays ou la fragilité du contexte sécuritaire.

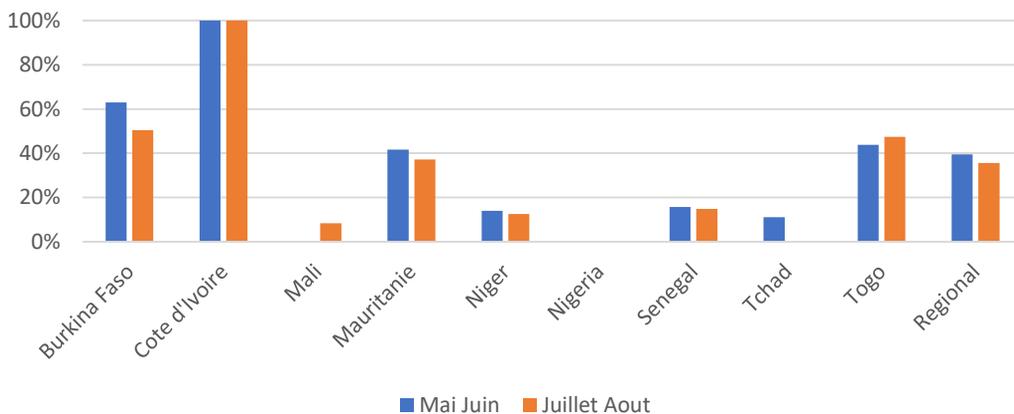


A l'échelle régionale, les mouvements sont en baisse de 4% entre mai-juin et juillet-août. Le retour des transhumants dans leurs terroirs d'attache est achevé, sauf dans les zones situées aux frontières Niger-Nigeria, Niger-Mali, Niger-Burkina Faso où des animaux restent encore bloqués, principalement à cause de l'insécurité. Le stationnement des troupeaux dans ces zones est à l'origine de fortes concentrations d'animaux, avec pour conséquence un surpâturage.

Actuellement, les zones de fortes concentrations de bétail sont situées majoritairement au Niger et couvrent les secteurs suivants : Tillabéry/parc, Amaressingue et Dolbel, Nord Tillabéry, Nord Dosso, Ouest Tahoua, Nord Tahoua, Agadez, Maradi, Nord Douthi, Loga, zone pastorale de la région de Maradi, Bermo, Gadabedji, Ingal et Abalak. Il s'y ajoute des espaces transfrontaliers, notamment : la zone de Dori, au Burkina Faso, celle de Katsina, au Nigeria et les zones des de Gao - Ansongo - Ménaka, au Mali. Le RBM a lancé un appel à l'action pour un appui à l'organisation d'une mission d'appendissent terrain qui mesurera l'acuité des besoins des transhumants bloqué.

Au Nord Mali, des mouvements importants de populations sont observés, notamment des déplacements de ménages fuyant les attaques perpétrées par les groupes armés terroristes pour chercher refuge dans des zones plus stables au Mali ou dans les pays limitrophes (Burkina Faso et Niger).

Réduction des mouvements entre mai-juin et juillet-août 2022



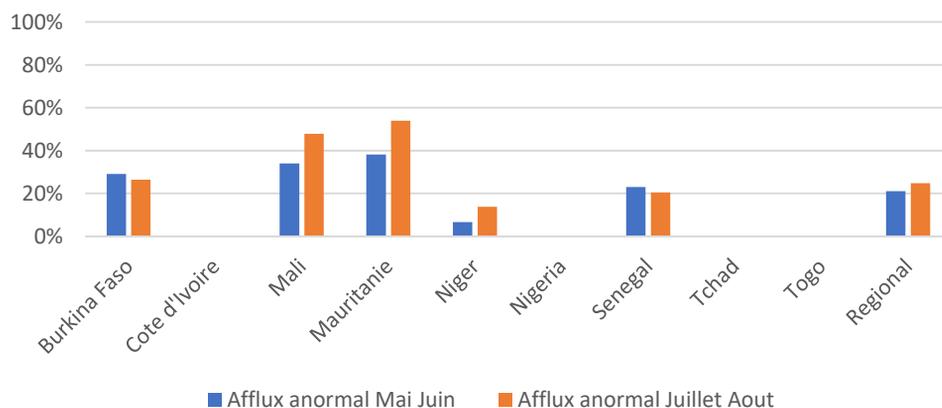
## Afflux anormal dans les centres de santé

Les afflux anormaux sont en hausse de 4% à l'échelle régionale.

Aucun afflux anormal n'est signalé dans les pays côtiers comme la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Togo.

Au Burkina Faso une baisse est observée entre mai-juin et juillet-août (29% à 26%). En revanche, les afflux sont en hausse au Mali (34% à 48%), en Mauritanie (38% à 54%) et au Niger (7% à 14%).

Afflux anormal de patients de mai-juin et juillet-août 2022



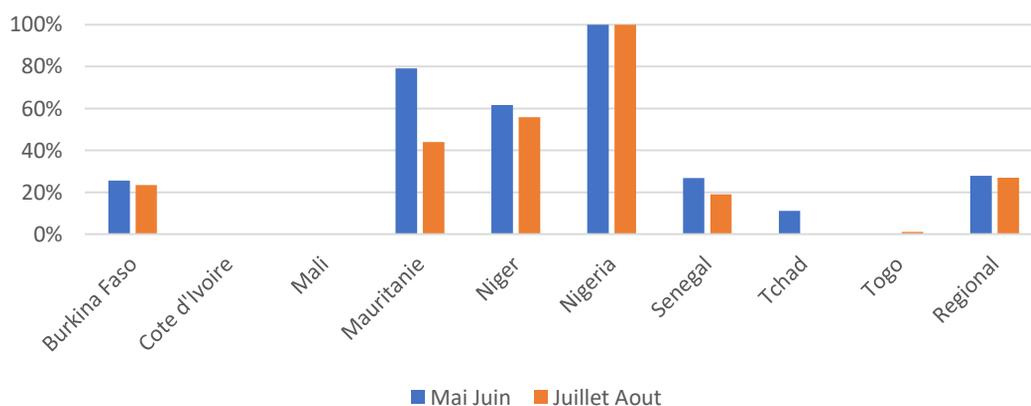
## Appui au secteur pastoral

Selon les relais, à l'échelle régionale, l'appui au secteur pastoral est quasiment stagnant entre mai-juin et juillet-août (28% à 27%).

Au niveau des pays sahéliens, aucun appui en faveur secteur pastoral n'est signalé au Mali. En Mauritanie, une baisse considérable est notée (79% à 44%) entre mai-juin et juillet-août. Le niveau de la baisse est plus faible au Niger (62% à 56%) et au Sénégal (27% à 19%). Cette situation s'explique sans doute par l'augmentation de la disponibilité des ressources naturelles au fur et à mesure de l'installation de la campagne pastorale.

Dans les pays côtiers, tous les relais mentionnent l'absence des appuis au profit du secteur pastoral en Côte d'Ivoire et au Togo. En revanche, au Nigeria, les relais sont unanimes à mentionner que le secteur a bénéficié d'appuis aussi bien en mai-juin qu'en juillet-août.

Appui au secteur pastoral mai-juin et juillet-août 2022



Sur le plan régional, les cas suspects de maladie sont en légère hausse (13% à 15%).

Dans les pays côtiers, le signalement de cas suspects de maladie animale est en hausse en Côte d'Ivoire (49% à 65%), alors qu'il est en baisse au Togo (7% à 3%).

Du côté sahélien, il est noté une hausse considérable des cas suspects de maladie d'animaux au Mali, où des régions entières au Nord et au Centre sont de plus en plus désertées par l'administration et les services de santé aussi bien humaine qu'animale où aucun cas n'a été signalé sur la période passée alors que pour celle de juillet-août, 54% des relais les signalent. Au Niger, le pourcentage de cas de maladie est passé de 30% à 34%.

Au Burkina Faso et en Mauritanie, les cas de suspects de maladies sont en légère baisse et sont passés respectivement de 5% à 4% et 17% à 15%.



### A l'attention de la CEDEAO, du CILSS et des États

- Assurer une veille rapprochée de l'évolution de la situation dans les zones qui connaissent un risque de déficit fourrager, notamment au Niger et dans le Ferlo sénégalais, afin de déclencher, au besoin, le mécanisme de réponse de la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA) et le dispositif d'appui du PRAPS 2.
- Faciliter la concertation entre les États, en vue de faciliter la prise en charge des préoccupations transfrontalières.

### A l'attention des États

- Offrir des opportunités de formation professionnelle aux jeunes, redynamiser le tissu économique, les filières et les marchés locaux dont le fonctionnement est perturbé par l'insécurité et les activités illicites et favoriser la mise en relation des différents acteurs économiques.
- Assurer le retour de la paix durable et de la sécurité, en appuyant la réalisation d'infrastructures de production et de commercialisation, ainsi que le renforcement de l'accès des populations pastorales et agropastorales aux services sociaux de base.
- Soutenir les initiatives visant à accompagner les éleveurs dans l'obtention des pièces d'identité et du Certificat international de transhumance.
- Appuyer les efforts de négociation et de dialogue social dans les zones où les transhumants sont bloqués, afin de favoriser la prolongation de la durée de leur séjour dans les sites où cela s'avère nécessaire et possible.
- Établir un mécanisme de communication entre les autorités locales dans les différents sous-espaces d'accueil des transhumants bloqués, en vue de favoriser la mise en commun des expériences et les échanges sur les bonnes pratiques promues.

### A l'attention des partenaires techniques et financiers

- Organiser des missions conjointes dans les zones où des transhumants sont bloqués, en vue d'évaluer de manière précise les besoins en matière d'assistance.
- Fournir des paquets d'appuis intégrés (comprenant une assistance alimentaire humaine et animale), en calibrant le volume des appuis en fonction des besoins spécifiques des bénéficiaires (éleveurs transhumants et communautés hôtes).
- Prévoir la réalisation de points d'eau, notamment des adductions d'eau alimentées par l'énergie solaire, dans les zones de fortes concentrations de personnes et d'animaux, afin de prévenir les conflits entre les usagers.
- Appuyer les dispositifs publics et privés de santé animale, afin qu'ils puissent assurer la vaccination des animaux et mettre en place un système de surveillance épidémiologique.

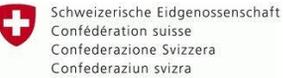
### A l'attention des OP

- Consolider la veille pour suivre l'évolution de la vulnérabilité des ménages en lien avec le contexte sécuritaire volatile.

Réalisé avec l'appui technique et financier



Investir dans les populations rurales



Direction du développement  
et de la coopération DDC



TROIS FRONTIÈRES

[WWW.MAROUBE.COM](http://WWW.MAROUBE.COM)



+22720741199

ADRESSE: DAR ES-SALAM NIAMEY